CE MONDE QUI BOUGE

Devises, haraga et frustrations

Par Hassane Zerrouky

On l'aura remarqué, les devises n'ont pas besoin de visa, ni de courir le risque de se noyer en mer pour se retrouver dans les banques espagnoles ou françaises. Non seulement, elles quittent le pays sans passer par les banques, mais à en croire certains quotidiens, elles sont tout simplement acheminées par valise via les ports et les aéroports d'Alger et d'Oran. Si l'on ne connaît pas encore le montant des fonds transférés de l'autre côté de la Méditerranée, une chose est certaine : il leur est fait bon accueil.

Nos jeunes, eux, ne sont pas des devises. Ils n'ont pas cette chance de pouvoir ainsi circuler quand ils s'embarquent sur des zodiacs munis de gilets de sauvetage, de téléphones mobiles, et de GPS pour les plus futés d'entre eux. Ni la répression —des dizaines voire plus ont été jugés et condamnés pour immigration illégale— , ni la mort par noyade de plusieurs d'entre eux n'ont découragé les candidats à la traversée. Pis : ils sont de plus en plus nombreux à braver la mort et tenter la traversée en mer.

Dimanche 2 août, la radio publique française, France Inter, leur a consacré un long reportage. A entendre les propos recueillis par le journaliste, on est surpris que le chômage, la pauvreté ne soient pas les motivations les plus invoquées. Le sentiment d'être étouffé, de ne pas profiter pleinement de la vie, le besoin de vivre autre chose reviennent tel un leitmotiv dans la bouche de ces jeunes. L'un d'eux, originaire de la région de Souk-Ahras, a expliqué que l'envie de partir lui est venue à la suite du coup de téléphone reçu de son ami arrivé à bon port en Italie, qui a trouvé du travail et qui lui a décrit une vie de rêve, avec à la clé la rencontre avec une jeune et jolie femme. Et il n'était pas le seul à invoquer ces aspirations qu'en Algérie on cherche à évacuer en recourant à une explication économiste de «rabâa doros» (quatre sous) !

Fantasme de jeunes qui regardent trop les chaînes étrangères, diront ceux qui ne veulent pas voir la réalité en face. Une chose est sûre : ces jeunes abreuvés par une éducation religieuse rigide ne choisissent pas de partir en Arabie saoudite ou à défaut dans les pays du Proche-Orient mais vers l'Occident. Car ils savent que dans ces pays arabes dits frères, les jeunes de leur âge vivent les mêmes problèmes, rêvent d'une vie moins plombée par un religieux réduit à des interdits de toutes sortes.

Le poids de ces interdits, le creusement des inégalités sociales, l'absence de perspectives, sont tels en Algérie et, plus généralement dans les sociétés arabo-islamiques, que la jeunesse a le sentiment de vivre enfermée, de tourner en rond, et que le pays fait du surplace. Or, dans ce monde où tout va très vite, leur tenir un discours moral, voire convoquer les mosquées pour les sensibiliser à ne pas tenter le «diable» (la traversée en mer), n'ont eu aucun impact sur ces jeunes.

Qui plus est, le fait que le champ sociopolitique soit totalement bridé empêche une intervention des forces de la société civile, donc tout débat sur la question des haraga et, partant, toute proposition de solution pour endiguer un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur.

Certains diront que ces haraga ne sont qu'une infime minorité. Soit. Mais qui dit que cette pseudo-minorité n'est pas l'arbre qui cache une forêt de frustrations aussi bien sociales que sociétales ?

H. Z.

NIGERIA

Hillary Clinton à Lagos avec un message de bonne gouvernance

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est entretenue hier de la pacification de la région pétrolifère sud du Nigeria, lors de sa visite dans ce pays stratégique pour les Etats-Unis, et a aussi souligné l'importance de la lutte contre la corruption.

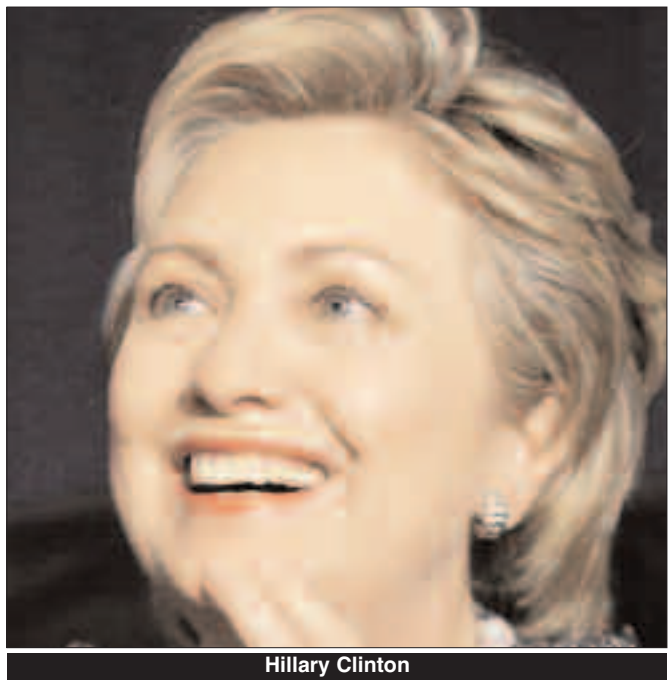

Photo : DR

Hillary Clinton

A l'issue d'une rencontre avec son homologue Ojo Maduekwe, Clinton a indiqué que Washington était prêt à assister Abuja dans ses efforts pour ramener la paix dans le delta du Niger (sud) en proie à des violences qui ont fait nettement chuter la production de pétrole du pays.

Aucune décision concrète n'a été prise, mais les armées des deux pays se consulteront pour «déterminer quelle aide le Nigeria souhaiterait de notre part», a-t-elle indiqué. Lors d'une conférence de presse conjointe avec Maduekwe, Hillary Clinton a précisé avoir également rencontré le ministre nigérian de la Défense. Maduekwe a déclaré espérer que l'amnistie présidentielle offerte aux groupes armés du delta, qui affirment se battre pour une répartition plus juste de la manne pétrolière, permette un retour à la paix d'ici fin décembre.

Clinton a jugé «très prometteurs» les efforts du Nigeria. Son président Umaru Yar'Adua a offert, du 6 août au 4 octobre, l'amnistie aux militants qui déposeront les armes et arrêteront leurs attaques incessantes contre les infrastructures pétrolières. Selon le conseiller Afrique de la secrétaire d'Etat américaine, Washington juge cruciales ses relations avec le Nigeria, premier fournisseur africain de brut aux Etats-Unis. «Le Nigeria est sans aucun doute le pays le plus important d'Afrique subsaharienne», a déclaré à des journalistes Johnnie Carson.

Le Nigeria est pour Washington un «ami, un allié et un partenaire dans un grand nombre de domaines», a estimé Clinton, saluant son rôle régional à la stabilisation de la Sierra Leone et du Liberia.

L'ex-première dame américaine a également fait part de ses inquiétudes face à la corruption et au système politique du Nigeria. L'élection en avril 2007 d'Umaru Yar'Adua a été marquée par de nombreuses irrégularités, selon les observateurs. «Nous soutenons et encourageons fortement les efforts du gouvernement nigérian pour augmenter la transparence, réduire la corruption et soutenir les processus démocratiques en vue des élections de 2011», a-t-elle déclaré. Clinton devait participer dans l'après-midi à un forum sur la corruption avec des représentants de la société civile, puis à une table ronde avec des dignitaires religieux. Quelque 140 millions de Nigérians sont répartis à peu près également entre un sud chrétien et un nord musulman. Régulièrement, des violences à caractère religieux embrasent le pays.

En juillet, des affrontements entre forces de l'ordre et islamistes pro-talibans ont fait plus de 800 morts, selon des chiffres transmis à l'AFP.

Clinton n'a pas souhaité commenter ces violences mais a salué les efforts d'Abuja pour préserver la paix intercommunautaire. La visite de Hillary Clinton au Nigeria, qu'elle quittera jeudi matin, est la cinquième étape de sa tournée dans sept pays d'Afrique.

Elle devait être reçue par le président Yar'Adua dans l'après-midi avant un banquet. Aujourd'hui, elle est attendue à Monrovia et demain vendredi pour une très brève visite à Praia (Cap-Vert).

CAUCASE

Indépendantistes et pouvoir convoquent le Congrès mondial tchétchène

Un haut représentant du gouvernement tchétchène et le leader indépendantiste Akhmed Zakaïev ont appelé, ce mercredi, à l'issue de discussions à Londres à la réunion du Congrès mondial tchétchène, une institution traditionnelle, à instaurer une paix durable en Tchétchénie.

«En résultat de nos consultations à Londres, nous sommes unis pour appeler à la convocation du Congrès mondial tchéchène indépendant pour faire progresser ces discussions», a déclaré Doukhvakha Abdourakhmanov, président du Parlement tchétchène et représentant du gouvernement de Ramzan Kadyrov, au cours d'une conférence de presse.

Les négociations de Londres succédaient à celles d'Oslo, fin juillet, premier réel dialogue politique entre le pouvoir tchétchène et M. Zakaïev, Premier ministre autoproclamé du gouvernement tchétchène séparatiste, considéré comme un terroriste par Moscou. «Le Congrès nous permettra d'élaborer une plate-forme politique sur toutes les questions cruciales qui se posent au peuple tchétchène aujourd'hui et dans le futur», a ajouté M. Zakaïev, à qui Londres a accordé l'asile politique.

Estimant que la guerre en Tchétchénie «n'était pas terminée», M. Zakaïev a souligné que la solution à la poursuite des violences en Tchétchénie ne viendrait que d'un accord entre Tchétchènes et avec l'implication de la Russie.

La convocation du Congrès, dont le principe a été approuvé par le Kremlin et les autorités tchétchènes, pourrait se faire avant la fin de l'année, selon le représentant du gouvernement tchétchène.Le Congrès, comparé à un conseil traditionnel des anciens, devrait être formé de quelque 150 représentants, issus du gouvernement tchétchène, de Moscou, des indépendantistes, de la diaspora et, éventuellement, de militants islamistes, a expliqué à l'AFP Ivar Admunsen, directeur du Chechnya Peace Forum (Forum tchétchène pour la paix), ONG basée à Londres et médiatrice de la rencontre. Avec cet accord, «les perspectives pour les relations tchétchéno-russes et le peuple tchétchène vont dans la bonne direction pour la première fois en 20 ans», a souligné M. Amundsen.

La Russie a été engagée dans deux guerres depuis 1994, qui ont fait plus de 100 000 morts, contre les séparatistes de cette république du Caucase toujours minée par les violences contre les civils.

IRAK

Double nationalité interdite pour les principaux ministres

Le Conseil des ministres irakien a adopté, mercredi, un projet de loi interdisant aux principaux responsables de l'Etat et de la sécurité de posséder une double nationalité, a affirmé, dans un communiqué, le porte-parole du gouvernement Ali al-Dabbagh.

«Tout Irakien occupant une position de responsabilité dans la sécurité et au niveau des postes de souveraineté doit renoncer à sa nationalité étrangère conformément à l'article 18 de la Constitution», a-t-il affirmé. Les postes de souveraineté sont ceux du chef de l'Etat et des deux vice-présidents, du Premier ministre et des deux vice-Premier ministres, du président du Parlement et de ses deux adjoints, des ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Finances et du Pétrole.

«Ceux qui préfèrent garder leur nationalité étrangère devront renoncer à leur position gouvernementale», a-t-il ajouté.

La moitié des ministres irakiens ont une double nationalité. La majorité d'entre eux étaient des opposants au parti Baas et à Saddam Hussein qui ont passé une grande partie de leur vie à l'étanger et acquis la nationalité du pays d'accueil.